

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse
Herausgeber: Schweizerischer Forstverein
Band: 97 (1946)
Heft: 5

Rubrik: Mitteilungen = Communications

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pation possible de l'atmosphère par la matière chlorophyllienne. Ainsi la préférence donnée à l'une ou à l'autre des deux méthodes repose plus sur le sentiment que sur des données concrètes et sûres.

L'étude de la constitution de la forêt vierge pourrait nous donner des renseignements précieux. Mais la forêt vierge, qui se fait autre de région en région, de station en station, fait chez nous pratiquement défaut. Il est probable qu'elle varierait, même dans le cadre étroit de notre petit pays, avec le lieu et même, dans un seul et même lieu, avec le temps. On peut cependant supposer que les phénomènes naturels se rapprochent sensiblement de la synthèse des coupes successives non dirigées et du jardinage. Il importe toutefois d'être conscient que le but de la sylviculture consiste non à imiter la forêt vierge, mais bien à cultiver et à produire. Aussi certains problèmes, tels que celui de l'élagage naturel, de la vidange des longs bois, de la diminution des dégâts d'abattage et de débardage, celui des frais de production, jouent-ils un rôle prédominant. Nous devons chercher à concilier les exigences d'ordre économique avec celles de la forêt naturelle.

Le présent travail est une modeste contribution à la réalisation de ce postulat.

(Trad. E. Rn.)

MITTEILUNGEN · COMMUNICATIONS

La grande écluse dans la vallée de l'Eau-Froide¹

Par E. Andree, inspecteur forestier, Aigle

Entre Villeneuve et Aigle, un village attire l'attention par son usine de chaux et ciments et par les carrières qui entament profondément le pied de la montagne: c'est Roche.

De ce village, un chemin étroit, rapide et caillouteux, serpentant à travers un taillis plutôt aride, permet en un peu plus d'une heure d'atteindre le domaine forestier et alpestre que l'Etat de Vaud possède dans la partie supérieure de la vallée de l'Eau-Froide.

Nous ne pouvons pas, dans cet article, développer l'histoire des forêts de la Joux-Verte, nous dirons simplement que c'est la consommation très grande de bois nécessitée par l'exploitation des salines qui poussa à transformer les Hautes-Joux en forêts privées de l'Etat de Berne.

La situation de ces forêts et tout spécialement leur dévestiture difficile font comprendre que l'on ait cherché à utiliser l'Eau-Froide elle-même pour amener les bois en plaine.

¹ Une partie des renseignements ont été pris dans un article sur le flottage des bois dans le canton de Vaud, dû à M. A. Puenzieux, chef du Service des forêts, paru en 1895 dans le « Journal forestier »; d'autres ont été obtenus d'ouvriers ayant travaillé au temps du flottage.

Il nous a paru intéressant de donner ici un extrait tiré d'un livre d'*Albert de Haller*² qui fut gouverneur des Salines et résida au Château de Roche vers la fin du XVIII^{me} siècle:

« La rivière la plus septentrionale du Gouvernement est l'Eau-Froide. Elle a pour lit une vallée située entre le Mont d'Arvel et la croupe de montagne qui y est jointe, et entre une autre chaîne qui commence depuis la plaine près d'Yvorne et Sélive (?), ensuite à l'Est entre le susdit lit de l'Eau-Froide et la vallée de Leizin et sépare les Mosses de la vallée dans laquelle coule le Hongrin, et enfin s'insère dans la chaîne occidentale du Gessenai. »

« Cette chaîne a trois pieds que l'on appelle les Tours, à cause de leurs couches posées de niveau, qui les font ressembler à un bâtiment construit de pierres de taille. La plus orientale est la Tour de Famelon, la suivante et la plus haute s'appelle la Tour d'Aï et la plus occidentale, la Tour de Mayen. »

« La Tour d'Aï est d'un abord si dangereux qu'elle est regardée comme une épreuve de la hardiesse d'un grimpeur de montagnes. »

« Cette vallée dans laquelle sont situées les montagnes et pâturages d'Ayerne, Folliaux, les Barmes, le Jorat, la Joux-Verte est agréable à l'Est mais elle se termine à l'Ouest par un défilé où il ne passe que le torrent. L'Eau-Froide sort, partie d'un lac savoir Nairvaux et partie, quoiqu'avec moins d'abondance, de la montagne de Prélouri et partie du lac Rond sous la montagne d'Arnioulaz. Elle se grossit du torrent des Mâles-Pierres qui sort de la chaîne méridionale et de quelques autres eaux et se précipite par des rochers escarpés près de Roche, d'où après avoir traversé des prés marécageux où elle n'a pas de lit fixe, elle se rend dans le lac de Genève près de Villeneuve. »

« Auprès de ce torrent qui cependant est le plus petit des quatre qui sont dans le gouvernement, sont situés des bois de sapins considérables. Au côté du Sud, la grande forêt des Esserts de six cent soixante et quatorze ouvriers qui s'étend sous Arnioulaz et Nairveaux jusqu'au lac Rond; et à l'Est le bois du Traversin, situé sous les Esserts, dont il est séparé par le ruisseau des Mâles-Pierres et qui est de l'étendue de cent soixante-six ouvriers. C'est un bois acheté qui est soigné et tenu en excellent état, tandis que par contre les Esserts sont assujettis à fournir de bois les paroissiens d'Aigle, à qui il se distribue tous les ans à un jour marqué. Il y a aussi au Nord quelque peu de bois auprès de ce courant. On a creusé au-dessous de la Joux-Verte un étang qu'on a garni d'écluses. On y jette et on y conduit à flot le bois, et on l'y garde jusqu'à la prochaine crue des eaux. Alors on ouvre les écluses, et on le fait précipiter par le torrent horrible et furieux par les rochers près de Roche, où il est arrêté à la première plaine par un rateau. On le rend ensuite où on l'emploie pour l'usage de la Saline d'Aigle et de la maison du Directeur de Roche. »

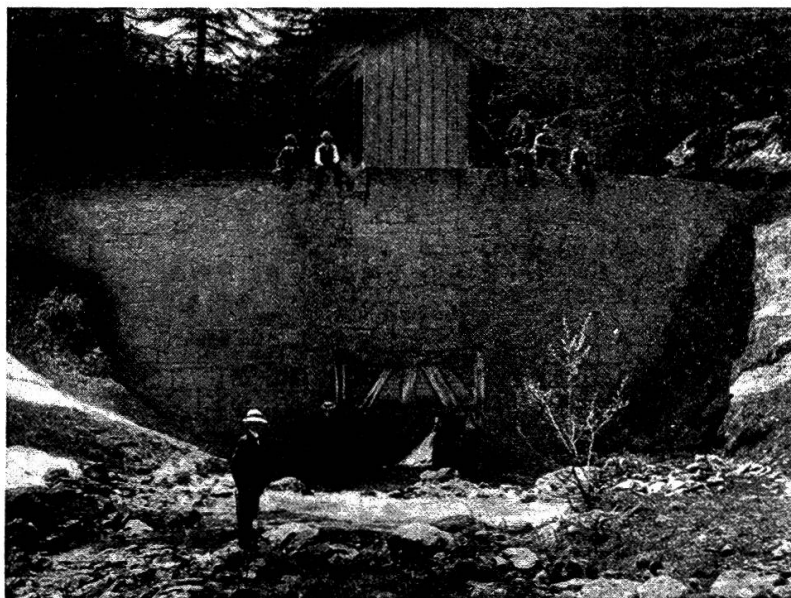
« On le flotte scié en pièces rondes, et la quantité peut aller à deux ou trois cents toises par an. C'est au printemps en mai, ou aussi en septembre qu'on le flotte. Il serait impossible d'en faire usage sans ce courant. Jusqu'ici on n'a abattu que les Esserts, et le bois recroît avec une grande fécondité en sorte que la forêt qu'on abattit vers 1730, sous Arnioulaz et Nairvaux est en grande partie rétablie. »

La photographie annexée à cet article donne une idée de ce qu'était la grande écluse de Folliaux.

Cette écluse avait été construite par Leurs Excellences de Berne en 1665, ainsi que le confirmait une pierre gravée de la voûte. La digue était en forte

² « Description courte et abrégée des Salines du Gouvernement d'Aigle », traduction en français de M. de Leuze et approbation le 10 avril 1776 de M. Pillichody, assesseur ballival, censeur.

maçonnerie, elle avait une hauteur du côté aval de 12 m., une largeur de 18 m. et une épaisseur moyenne de 5 m. La porte d'échappement pour l'eau, placée au pied de cette digue, avait environ 1,50 m. de hauteur et 4 m. de largeur; elle était fixée en amont du barrage et se rabattait sur les côtés, entièrement boisés, ainsi que le lit du torrent. Au bas de la porte, deux petits portillons, s'ouvrant de bas en haut et d'aval en amont, permettaient de fermer la porte, malgré la forte pression de l'eau. La porte était tenue fermée par une puissante longrine appuyée sur une traverse; cette traverse servait encore à étayer les tirants qui retenaient la paroi boisée de la voûte de l'écluse, puis à soutenir les glissières du bélier, enfin elle formait l'un des longerons d'une passerelle couverte de bois ronds permettant de circuler d'une rive à l'autre et d'exécuter certains travaux. Une forte plaque de fer fixée sur la traverse à l'endroit où s'appuyait la longrine de la porte, évitait une usure trop rapide. Le bélier était constitué par une lourde masse en hêtre, il était retenu par une pièce de bois, sorte de trappe qui pouvait s'enlever lorsque le bassin était plein. Le bélier libéré, tombait, guidé par la glissière, frappait la longrine qui dégageait la porte.



Le bassin était rempli à ras du barrage, l'eau passait par-dessus le couronnement; la circulation des ouvriers devenait dangereuse, c'est probablement la raison pour laquelle, précédemment, toute l'écluse était recouverte par un toit en pavillon, constituant un pont couvert.

Le bois s'exploitait en automne et une partie de l'hiver; il était façonné en bûches de 1 m. de longueur et dévalé à la rivière. Tout ce qui ne donnait pas du bois de moule était laissé sur place sans être utilisé; la coupe moyenne était de 1450 stères par an.

Au printemps, dès que le torrent grossissait par la fonte des neiges ou de fortes averses, l'écluse était bouchée, la porte soigneusement calfeutrée, de sorte que petit à petit ou parfois brusquement, un lac temporaire se formait

sur une profondeur de plusieurs centaines de mètres. Dès que l'écluse était rase, on lâchait le béliet, la porte s'ouvrait et l'eau s'échappant avec furie, chassait le bois devant elle et l'entraînait comme une débâcle jusqu'à Roche. Le bruit causé par les roulements de l'eau, du bois, des pierres, annonçait aux habitants l'arrivée du flottage qui provoquait chaque fois un moment d'appréhension, de crainte, le village pouvant être envahi par l'eau, si le bois venait à être retenu par un obstacle quelconque avant d'atteindre le bassin de réception. Les bûches restées en arrière descendaient par le flottage suivant.

Il se faisait deux ou trois flottages par année. Les bois étaient sortis du bassin de réception, refendus, triés et empilés, puis vendus en automne aux enchères publiques; l'Etat payait, vers 1890, le prix de fr. 9.50 aux bûcherons par moule métrique, reconnu sur la place de dépôt à Roche; ce mode de dévestiture qui était le seul possible, n'était pas sans présenter de nombreux inconvénients; tous les beaux arbres devaient être réduits en bûches; les débris restaient inutilisés en forêt.

Le flottage doit avoir cessé en 1894; il a été remplacé par un téléphérique qui a permis une dévestiture infiniment plus rationnelle de la forêt.

En avril 1945, la grande écluse s'est effondrée; c'est pour garder le souvenir de cette grande et belle construction qui pendant plus de deux siècles a servi à l'amenée en plaine des bois de cette vaste région que nous avons écrit cet article.

Vorschlag für eine Statistik über Holzvorrat und Zuwachs

Von Forstingenieur *Stephan Bauer*, Solothurn.

Die Schifffahrt und das Flugwesen konnten sich nur dank der Erfindung des Kompasses bis auf ihren heutigen Stand entwickeln. Aber zwischen dem ursprünglichen Kompass und der in der modernen Flugnavigation verwendeten Bussolè besteht wohl ein ebenso beträchtlicher Unterschied wie zwischen den Seglern des Christoph Kolumbus und dem Moskitobomber.

Ein Wirtschaftszweig, der über keine Statistik verfügt, gleicht einem Schiff ohne Kompaß: beide steuern ins Ungewisse. Schon die einfachste Statistik bedeutet einen Fortschritt; eine vollständige Statistik jedoch ermöglicht, schwierige und sogar angeblich « unlösbare » wirtschaftliche Probleme klar, einfach und folgerichtig zu lösen.

Die Schweizerische Forststatistik gestattet uns verhältnismäßig sichere Maßnahmen in bezug auf das Forstwesen zu treffen. Dennoch fehlt in der Kette unserer forststatistischen Angaben ein wichtiges Glied: *Wir sind über zwei für unsere Forstwirtschaft maßgebende Größen, die Holzvorräte und deren Zuwachs im unklaren*¹.

¹ Daneben wäre es für die *Holzwirtschaft* auch sehr wertvoll, eine genaue zahlenmäßige Übersicht über den Holzverbrauch zu besitzen. Wir behalten uns vor, auf die Schaffung einer Holzverbrauchs-Statistik zurückzukommen. Immerhin überschreitet diese Frage den Rahmen der rein forstlichen Statistik und könnte nur unter Mitarbeit der Holzindustrie und weiterer holzverbrauchender Kreise gelöst werden.

Es ist wohl überflüssig, hier die Bedeutung zu unterstreichen, die der genauen Kenntnis dieser beiden Größen für das Forstwesen zukommt. Wir glauben, daß sich jeder Forstmann darüber Rechenschaft gibt und legen daher einen Plan dar, dessen Durchführung gestatten würde, die erwähnte Lücke zu schließen. Dieser Plan besteht darin, im Zusammenhang mit der Forsteinrichtung eine Statistik über die Holzvorräte und den Zuwachs zu schaffen.

Wir wissen wohl, daß die Forstleute bereits mit Schreibarbeiten überlastet sind, und daß jede zusätzliche Arbeit die Erledigung der übrigen Geschäfte erschweren würde. Deshalb schlagen wir vor, das Formular der neuen Statistik nur bei der Erstellung bzw. Revision eines Wirtschaftsplanes auszufüllen. Der Einrichter hat dafür bloß einige Minuten aufzuwenden. Das Formular wird in zwei Exemplaren ausgefertigt; das eine ist als wesentlicher Bestandteil des Wirtschaftsplanes gedacht; das andere Exemplar ist an die statistische Abteilung der Eidg. Inspektion für Forstwesen zu senden. Dieses Verfahren erschwert die Arbeit des Oberförsters keineswegs, sondern erleichtert sie sogar, indem es die Ausarbeitung der Wirtschaftspläne vereinfacht: Wieviel Zeit würde allein dadurch gewonnen, daß man die wichtigsten Zahlen über den Wald auf einer bestimmten Seite des Wirtschaftsplanes beisammen finden könnte, anstatt sie, wie dies heute oft notwendig ist, im ganzen Buche suchen zu müssen!

Die statistische Abteilung der Eidg. Inspektion für Forstwesen wird — immer die Verwirklichung unseres Vorschlages vorausgesetzt — die Angaben über alle eingerichteten Wälder der Schweiz sammeln. Man darf annehmen, daß an Hand dieser Zahlen viele heute noch unabgeklärte Fragen gelöst werden, während neue Fragen auftauchen und die Probleme unseres Forstwesens von neuen Gesichtspunkten aus beleuchten können. Die Angaben der zweitausend Wirtschaftspläne, über die wir in der Schweiz verfügen, lassen sich dann nach bestimmten Grundsätzen gruppieren und durch Vergleiche vielleicht unerwartete Schlüsse ziehen. Selbstverständlich ist das ganze Vorgehen eine Arbeit auf lange Sicht, und man wird frühestens in 10 Jahren einen Überblick über die Vorräte und den Zuwachs in unseren Wäldern gewinnen. Wir möchten aber betonen, daß es unseres Erachtens weit vorteilhafter ist, die Statistik im Laufe von Jahren in der hier beschriebenen Weise aufzubauen, als sie in kurzer Zeit fertig zu erstellen. Dies wäre nämlich nur nach einem der folgenden Verfahren denkbar: entweder müßten die Forstämter an Hand der vorhandenen Wirtschaftspläne die Formulare für alle öffentlichen Wälder auf einmal ausfüllen, was ihnen jedoch kaum zugemutet werden dürfte, oder dann müßten die Wirtschaftspläne von der Eidg. Inspektion für Forstwesen eingezogen werden. Das Ausarbeiten der Statistik wäre dann von Forstingenieuren zu besorgen, die sich jedoch in unzähligen Fällen zu Rückfragen an die Forstämter veranlaßt sähen. Dieses Verfahren würde zweifellos zu Fehlern und Ungenauigkeiten Anlaß geben; insbesondere da die Bearbeiter der Statistik bei der geringen Übersichtlichkeit gewisser Wirtschaftspläne sich leicht irren könnten. Vor allem aber hat es keinen großen Sinn, die heute in Kraft stehenden Wirtschaftspläne, welche zum großen Teil noch vor dem Kriege und den Mehrnutzungen aufgestellt wurden, zu verarbeiten. Die nach unserem Vorschlage gesammelten Angaben werden umfassend und zweifellos am genauesten sein.

Wir wären den Forstleuten, die uns ihre Ansicht über diesen Plan mitteilen wollten, sehr zu Dank verpflichtet. In erster Linie möchten wir ihre grundsätzliche Auffassung über den Nutzen einer derartigen Statistik kennen lernen, dann würde uns ihr Rat für das Vorgehen sowie für das anzuwendende Formular interessieren, und vielleicht dürften wir sogar neuen Vorschlägen entgegensehen².

Bemerkungen zur geplanten Vorratsstatistik

Von Prof. Dr. H. Knuchel.

Die Vorschläge von Herrn Forstingenieur Stephan Bauer betreffend den Ausbau der schweizerischen Forststatistik verdienen volle Unterstützung. Der Augenblick zur Inangriffnahme dieser seit langer Zeit geplanten Arbeit ist in der Tat günstig, sind wir doch heute, nach zwanzigjähriger Übergangszeit so weit, daß die Holzvorräte der öffentlichen Wälder sämtlicher Kantone periodisch durch Vollauskuppierung ermittelt werden. Dadurch sind wir in den Besitz unübertrefflicher Grundlagen für eine Holzvorratsstatistik gelangt.

Mehrere Kantone haben bereits stärkeklassenweise Zusammenstellungen der Holzvorräte in den öffentlichen Wäldern erstellt. Es liegt nahe, diese regionalen Statistiken an zentraler Stelle zu sammeln, zu verarbeiten und durch periodische Publikationen allgemein zugänglich zu machen. Dabei wird der Mangel eines einheitlichen Aufnahme- und Berechnungsverfahrens als nachteilig empfunden werden, und es wird sowohl bei den Statistikern als auch bei den Benützern der Veröffentlichungen der Wunsch auftauchen, die auf ungleichen Rechnungsgrundlagen beruhenden Angaben der Kantone auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen.

Es fragt sich nun, ob und allenfalls wie eine der Statistik dienende Einheitlichkeit im Einrichtungswesen geschaffen werden könnte.

Der bequemste Weg dazu bestände in ihrer Einführung auf Grund einer eidgenössischen Verfügung, womit auf einen Schlag z. B. eine einheitliche Kluppierungsschwelle, einheitliche Stärkestufen und -klassen und ein einheitlicher Einrichtungstarif geschaffen werden könnte. Da der Bund aber nicht kompetent ist, eine solche Verfügung zu erlassen, müßte zuerst die gesetzliche Grundlage dafür geschaffen werden. Es wären wohl nur wenige Kantone bereit, dem Bund solche Kompetenzen einzuräumen, denn dies würde den Anfang vom Ende der Zuständigkeit der Kantone auf dem Gebiete der Forsteinrichtung und damit der Waldwirtschaft überhaupt bedeuten. Diese Zuständigkeit hat gewiß ihre Nachteile, denen aber Vorteile gegenüberstehen, auf die wir nicht verzichten möchten. Es sei nur an die Tatsache erinnert, daß die Bewirtschaftung unserer Wälder nach modernen waldbaulichen Grund-

² *Anmerkung der Redaktion*: Wir verzichten darauf, das von Herrn Forstingenieur St. Bauer entworfene Formular samt den dazu gegebenen Erläuterungen zu veröffentlichen, bevor die grundsätzlichen Fragen gelöst sind. Das Formular und eine ausführliche Beschreibung werden zudem bereits im « Journal forestier suisse » 1945, Nr. 9/10 abgedruckt. Dagegen würden wir begrüßen, Stimmen aus dem Leserkreis zu der Frage des Ausbaues der schweizerischen Forststatistik zu vernehmen.

sätzen in der Schweiz nicht durch Einrichtungsvorschriften beenzt wird, daß vielmehr unsere Forsteinrichtung den heutigen waldbaulichen Anschauungen angepaßt ist und dem Wirtschaftler wertvolle Dienste leistet, während die Forsteinrichtung in manchen Staaten mit zentraler Leitung in der Schablone des Fachwerkes erstarrt ist und der Einführung moderner Wirtschaftsgrundsätze im Wege steht. Eine zentral geleitete Forsteinrichtung würde auch bei uns Folgen haben, die wir nicht durch eine Überschätzung der Bedeutung des Ordnungsprinzips heraufbeschwören wollen.

Der Weg, den wir einschlagen müssen, um die großen Vorteile, welche das Kontrollverfahren der Statistik bietet, voll ausnützen zu können, ist nicht der kürzeste und nicht der bequemste, aber er führt uns ebenso sicher ans Ziel wie die breite Straße, deren Bau einer rohen Zerstörung der ganzen bestehenden Ordnung gleichkäme.

Zunächst sei kurz an die bisherigen Bestrebungen zur Schaffung einer Vorratsstatistik und zur Vereinheitlichung ihrer Grundlagen erinnert. Auf Einzelheiten der Bauerschen Vorschläge soll dabei nicht eingetreten werden, da sie sich für eine Diskussion in einer Zeitschrift nicht eignen.

Wenn wir bedauern, daß die Verwertung des in den Wirtschaftsplänen enthaltenen reichen Zahlenmaterials — zum Teil infolge der fehlenden Einheitlichkeit im Einrichtungswesen — erst in den Anfängen steckt, so dürfen wir nicht vergessen, daß die Ansichten über die Richtung, die unsere Forsteinrichtung befolgen soll, noch vor zwanzig Jahren stark auseinandergingen. Dies geht beispielsweise aus folgender Gegenüberstellung zweier Äußerungen vom Jahre 1923 hervor:

Einerseits (Flury): « Die Preisgabe des Bestandesbegriffes samt allen dazugehörigen taxatorischen Vorteilen sowie der große Zeitaufwand für Inventarisierung und stehende Kontrolle ... sind die wesentlichen Gründe, weshalb man in der Schweiz ... im großen und ganzen beim bisherigen Einrichtungsverfahren mit dem Prinzip des Durchschnittszuwachses und der Ausscheidung von Haupt- und Zwischennutzung nach dem Bestandesalter zu verbleiben gedenkt », anderseits (Knuchel): « Eine Einrichtungsmethode, die sich auf Bestände stützt, deren Grenzen unbestimmt und veränderlich sind, auf das durchschnittliche Alter, das nur an wenigen Orten mit Sicherheit festgestellt werden kann, und auf den Durchschnittszuwachs, der bei den in unsern Wäldern heute angewandten Behandlungsarten überhaupt nirgends genau zu ermitteln ist, ist offenbar weder einfach noch klar, sondern umständlich und ungenau.

Der Schwerpunkt der neuen Methoden muß deshalb in den genauen, häufigen Inventarisierungen, in der Kontrolle der Höhe und Zusammensetzung des Vorrates liegen. »¹

Wenn in der Folge die Grundsätze der Kontrollmethode allgemein als richtig anerkannt und mehr und mehr auch angewandt worden sind, so sind wir doch, wie schon eingangs angetönt wurde, heute noch lange nicht so weit, daß die Aufnahmen und Berechnungen nach einheitlichen Methoden erfolgen. Vielmehr weichen die Aufnahme- und Rechnungsverfahren der Kantone derart voneinander ab, daß die Ergebnisse nicht ohne weiteres miteinander verglichen werden können. Unter den geschilderten obwaltenden Umständen

¹ Vgl. « Zeitschrift », 1923, S. 325 bzw. S. 280.

wird daher bei der Einrichtung einer Landes-Vorratsstatistik die Frage entschieden werden müssen, ob die Angaben der Kantone so veröffentlicht werden sollen, wie sie vorliegen, oder ob man sie umrechnen soll. Mir scheint der erstgenannte Weg der zweckmäßigere zu sein.

Daß die Verwendung der neuen Wirtschaftspläne für eine Holzvorratsstatistik schon vor zwanzig Jahren geplant war und daß die Kantone seither bei jeder sich bietenden Gelegenheit auf wünschenswerte Vereinheitlichungen aufmerksam gemacht worden sind, geht aus zahlreichen in der « Zeitschrift » veröffentlichten Aufsätzen hervor sowie auch aus dem in dieser Hinsicht bereits Erreichten².

Wenn also der bisher beschrittene Weg zur Erreichung vollwertiger Grundlagen für die Landes-Vorratsstatistik auch etwas mühsam ist, so sollte man doch meines Erachtens auf diesem Wege bleiben und das Heil nicht in eidgenössischen Verfügungen suchen, sondern in einer freiwilligen Koordination kantonaler Einrichtungsvorschriften. Die Kantone sollen die Möglichkeit behalten, ihr Einrichtungswesen nach ihren besonderen Bedürfnissen und Wünschen zu regeln; aber sie sollen die Angelegenheiten, die für das ganze Land einheitlich geregelt werden sollten, entsprechend ordnen. Es handelt sich um einige wenige, für den Kanton verhältnismäßig nebensächliche, für eine schweizerische Statistik aber wichtige Punkte, wie z. B. das Aufnahmeverfahren und die Abgrenzung der Stärkeklassen. Es dürfte sich empfehlen, die Normen einzuführen, die bei der Erstellung der Diplomwirtschaftspläne an der ETH seit vielen Jahren angewandt werden, nicht aus Prestige-, sondern aus reinen Zweckmäßigkeitsgründen. Mehrere Kantone haben diese Anpassung bereits vollzogen, einige sind im Begriffe, dies zu tun.

Trotz der starken Beanspruchung der Forstbeamten durch die Kriegswirtschaft sind in den letzten Jahren Fortschritte in der Forsteinrichtung erzielt worden, was auf den zunehmenden Einfluß der « jungen » Generation zurückzuführen ist. Man beachte z. B., mit welchem Elan die drei jungen Forstingenieure des Kantons Zug das Einrichtungswesen gefördert und dem Rahmen der zukünftigen schweizerischen Vorratsstatistik angepaßt haben. Dieses, wie auch andere Beispiele, die wir hier nicht alle aufführen können, beweisen, daß die kantonale Zuständigkeit in der Forsteinrichtung dem Fortschritt nicht im Wege steht, im Gegenteil. Hier, wie in vielen andern Dingen, sollte es den Kantonen nicht schwer fallen, durch ihre Aktivität den Zentralisten den Wind aus den Segeln zu nehmen.

Manche Schwierigkeiten wären leicht zu überwinden, wenn man den jungen, in der Forsteinrichtung einheitlich geschulten Forstingenieuren das Vertrauen schenken würde, das sie verdienen. Jedenfalls sollte man nicht nach eidgenössischer Intervention rufen, solange die Möglichkeiten nicht ausgeschöpft sind, die unsere gegenwärtige Organisation bietet.

Die Vorratsstatistik wird anfänglich an ähnlichen Mängeln leiden wie seinerzeit die Statistik der Nutzungen und Gelderträge. Allmählich werden aber die Angaben zuverlässiger, und in einigen Jahrzehnten wird man ihren Wert zu schätzen wissen als eines vorzüglichen Mittels zum Nachweis der Erfolge planmäßiger Waldwirtschaft.

² Vgl. z. B. Jahrgang 1925, S. 15, 1925, S. 181, 1932, S. 313.